



CHAPITRE 170

Loi modifiant la charte de l'Hôtel-Dieu du
Sacré-Cœur de Jésus de Québec

[Sanctionnée le 19 janvier 1961]

CHAPTER 170

An Act to amend the charter of L'Hôtel-
Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

[Assented to 19th January 1961]

Préam-
bule.

ATTENDU que l'Hôtel-Dieu du Sacré-
Cœur de Jésus de Québec a, par sa
pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation
par la loi 55-56 Victoria, chapitre 94, mo-
difiée par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre
142;

Qu'il existe actuellement en la paroisse
du Sacré-Cœur de Jésus un hôpital connu
sous le nom d'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur
de Jésus;

Que ledit hôpital reçoit et traite spécia-
lement dans ses établissements des per-
sonnes atteintes d'épilepsie;

Que les pouvoirs de la corporation s'a-
vèrent insuffisants avec le développement
dudit hôpital;

Qu'il convient que la corporation soit
dotée de pouvoirs appropriés;

Que Son Excellence Monseigneur Mau-
rice Roy, archevêque de Québec, a donné
son consentement à cette pétition;

Attendu qu'il convient d'accéder à
ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

1892, c.
94, a. 1,
am.

1. L'article 1 de la loi 55-56 Victoria,
chapitre 94, est modifié en ajoutant l'ali-
néa suivant:

"corpo-
ration".

"Le mot "corporation", partout où il se
trouve dans la présente loi, signifie "l'Hôtel-
Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec".

Preamble.

WHEREAS L'Hôtel-Dieu du Sacré-
Cœur de Jésus de Québec has, by
its petition, represented:

That it was incorporated by the act 55-
56 Victoria, chapter 94, amended by the
act 1-2 Elizabeth II, chapter 142;

That there now exists in the parish of
Sacré-Cœur de Jésus a hospital known as
L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus;

That the said hospital admits and gives
special treatment in its establishments to
persons suffering from epilepsy;

That, with the development of the said
hospital, the powers of the corporation
have proved to be insufficient;

That it is expedient that the corporation
be granted suitable powers;

That His Excellency Monsignor Mau-
rice Roy, Archbishop of Quebec, has
consented to such petition;

Whereas it is expedient to grant the
said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

1. Section 1 of the act 55-56 Victoria, 1892, c.
chapter 94, is amended by adding the fol- 94, s. 1,
lowing paragraph: am.

"The word "corporation", wherever it "corpora-
occurs in this act, means "l'Hôtel-Dieu tion".
du Sacré-Cœur de Jésus de Québec".

1892, c.
94, a. 2,
rempl.

2. L'article 2 de ladite loi, remplacé par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 142, est de nouveau remplacé par le suivant:

Siège
social.

"2. Le siège social de la corporation est en la paroisse civile du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec."

1892, c.
94, a. 3,
rempl.

3. L'article 3 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 142, est de nouveau remplacé par le suivant:

Membres.

"3. La corporation a comme membres les chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec formant le conseil dudit Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, conseil qui est composé d'une supérieure, d'une assistante et de conseillères, lesquelles seront élues, nommées ou remplacées selon les règlements de la corporation, ou d'autres personnes selon le changement de ces règlements.

Carence
de mem-
bres.

La corporation subsiste malgré la carence de membres."

1892, c.
94, a. 4,
rempl.

4. L'article 4 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 142, est de nouveau remplacé par le suivant:

Fins.

"4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'assistance, l'hospitalisation et l'enseignement."

1892, c.
94, a. 6,
rempl.

5. L'article 6 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 142, est de nouveau remplacé par le suivant:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"6. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires, et spécialement les suivants:

- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
- b) ester en justice;
- c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;
- d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des hôpitaux, hospices, sanatoriums, cliniques, dispensaires, maisons de convalescents, lieux de

2. Section 2 of the said act, replaced by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 142, is again replaced by the following:

1892, c.
94, s. 2,
replaced.

"2. The corporate seat of the corporation shall be in the civil parish of Sacré-Cœur de Jésus, in Quebec."

Cor-
porate
seat.

3. Section 3 of the said act, replaced by section 2 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 142, is again replaced by the following:

1892, c.
94, s. 3,
replaced.

"3. The corporation shall have as its members the chanoinesses hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec forming the council of the said Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, such council being composed of a superior, an assistant and councillors to be elected, appointed or replaced in accordance with the by-laws of the corporation, or other persons according as such by-laws may be changed.

Members.

The corporation shall subsist notwithstanding any lack of members."

Lack of
members.

4. Section 4 of the said act, replaced by section 3 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 142, is again replaced by the following:

1892, c.
94, s. 4,
replaced.

"4. The objects of the corporation shall be religion, charity, welfare, hospitalization and instruction."

Objects.

5. Section 6 of the said act, replaced by section 4 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 142, is again replaced by the following:

1892, c.
94, s. 6,
replaced.

"6. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following:

Cor-
porate
powers.

- a. to have a seal and alter it at will;
- b. to appear before the courts;
- c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;
- d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage hospitals, hospices, sanatoriums, clinics, dispensaries, convalescent homes, rest houses, resi-

repos, maisons de religieuses, établissements de formation et d'enseignement spécialisé, résidences pour le personnel, chapelles, centres récréatifs, bibliothèques, terrains de jeux;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) faire sur son crédit des emprunts d'argent par tout mode reconnu en loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles, pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou d'autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir, ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom, soit indirectement au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, tout legs ou toute autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance, et contribuer ou aider de toute manière à

dences for nuns, vocational training and educational establishments, residences for the staff, chapels, recreational centres, libraries, playgrounds;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

g. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the same;

j. to invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

k. to assist any person pursuing any object similar to one of its own, cede any property gratuitously or not and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. to accept any gift, legacy or other liberality;

m. to acquire, possess, administer and alienate all moveable and immovable property, by all legal methods and under any title;

n. to erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its ends, on its immovables or on those of which it has the enjoyment and contribute to or aid in any manner in the erec-

l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

o) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien des personnes à son service;

p) vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres gratuitement ou pour toute considération jugée appropriée; et spécialement céder aux conditions qu'elle fixe, gratuitement ou non, aux Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, corporation constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 171, les biens ou une partie d'iceux servant aux fins qu'elle poursuit;

q) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre à exécution, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

r) demander, favoriser et obtenir tout statut, toute ordonnance, tout ordre ou règlement ou toute autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui peut paraître de nature à lui profiter directement ou indirectement, et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

s) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

t) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

u) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs."

tion, equipment and maintenance of such works and buildings;

o. to provide for the education, instruction, sustenance and support of persons in its service;

p. to sell, cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously or for any consideration deemed sufficient; and especially to cede on such conditions as it may fix, free of charge or not, to the Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, a corporation constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 171, the whole or part of the same used for its objects;

q. to conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

r. to solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

s. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

t. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

u. To do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers."

1892, c.
94, a. 7,
remp.

6. L'article 7 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 1-2 Elizabeth II,

6. Section 7 of the said act, replaced by section 5 of the act 1-2 Elizabeth II, ^{1892, c. 94, s. 7, replaced.}

chapitre 142, est de nouveau remplacé par le suivant:

Immeu-
bles non
utilisés.

"7. La corporation doit disposer avec diligence des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins."

1892, c.
94, a. 8,
remp.

7. L'article 8 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
spéciaux.

"8. La corporation a tout spécialement les pouvoirs suivants:

a) établir, maintenir, diriger et administrer des services de médecine, de chirurgie, de puériculture, de pédiatrie, de radiographie, de radiothérapie, de pharmacie, de laboratoires, de cliniques d'expérimentation et de réhabilitation et aussi des centres de recherches;

b) faire de la vivisection, pratiquer la dissection et faire l'autopsie sur les cadavres, conformément aux dispositions de la Loi de l'étude de l'anatomie (Statuts refondus, 1941, chapitre 265), pour renseigner les chirurgiens et les médecins et pour établir la cause réelle du décès;

c) former des infirmiers, infirmières, aides-infirmiers, gardes-malades auxiliaires et autres techniciens, leur accorder des certificats de compétence comme tels en conformité des lois de la province;

d) faire de l'enseignement post-gradué;

e) obtenir les aides et le personnel pour le maintien et la bonne marche de ses services et entreprises."

1892, c.
94, a. 8a,
remp.

8. L'article 8a de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 142, est remplacé par les suivants:

Règle-
ments.

"9. La corporation peut établir, modifier et abroger des règlements concernant:

a) sa régie interne;

b) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

c) la poursuite de ses fins, d'une manière générale.

Approba-
tion.

Ces règlements, pour valoir, doivent être approuvés par le visiteur de la corporation.

Fonda-
tions.

"10. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des

chapter 142, is again replaced by the following:

"7. The corporation must dispose promptly of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects."

Immove-
ables not
used.

7. Section 8 of the said act is replaced by the following:

1892, c.
94, s. 8,
replaced.

"8. The corporation shall have, more especially, the following powers:

Special
powers.

a. to establish, maintain, manage and administer medical, surgical, child welfare, pediatric, radiographic, radiotherapeutical and pharmaceutical services and laboratories and experimental and rehabilitation clinics as well as research centres;

b. to practise vivisection and dissection and perform autopsies on bodies, in accordance with the provisions of the Study of Anatomy Act (Revised Statutes, 1941, chapter 265), for the information of surgeons and physicians and to determine the real cause of death;

c. to train hospital attendants, nurses, male and female hospital assistants and other technicians and grant them certificates of qualification as such in accordance with the laws of the Province;

d. to provide post-graduate instruction;

e. to obtain helpers and staff for the maintenance and proper functioning of its services and undertakings."

8. Section 8a of the said act, enacted by section 6 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 142, is replaced by the following:

1892, c.
94, s. 8a,
replaced.

"9. The corporation may make, amend and repeal by-laws respecting:

By-laws.

a. its internal management;

b. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

c. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws, to be valid, must be approved by the visitor of the corporation.

Approval.

"10. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments

Endow-
ments.

fondations pour fins religieuses, charitables ou éducationnelles, et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation, et non sur son patrimoine personnel.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct, qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chacun de ces patrimoines, peut exercer tous les droits d'un propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte, indiquant en quoi il consiste.

Contrôle.

Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 15 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

Pouvoirs autorisés par le visiteur.

"11. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer, quant à son patrimoine propre et à ceux des fondations, les pouvoirs suivants:

- a) acquérir ou aliéner des immeubles;
- b) faire de nouvelles constructions;
- c) établir, acquérir, aliéner ou abandonner une œuvre ou une entreprise;
- d) accepter les fondations visées à l'article 10;
- e) exercer les pouvoirs donnés aux paragraphes *f, g, h, i, j, k, p, q, r, s* et *t* de l'article 6.

Modifications du nom ou siège social.

"12. La corporation, autorisée à cette fin par son visiteur, peut modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; avis est donné au secrétaire de la province de ces modifications et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fonds d'amortissement.

"13. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

for religious, charitable or educational purposes and consequently receive, as legal depositary and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof.

Distinct patrimony.

The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 15 shall apply to all acts done by the latter in the exercise of the powers resulting from this section.

Control by visitor.

"11. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

- a. to acquire or to alienate immovables;
- b. to erect new constructions;
- c. to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;
- d. to accept the endowments referred to in section 10;
- e. to exercise the powers enumerated in paragraphs *f, g, h, i, j, k, p, q, r, s* and *t* of section 6.

Powers requiring authorization.

"12. The corporation, when authorized to do so by its visitor, may change its corporate name or the place of its corporate seat, which must be located in the province; notice shall be given to the Provincial Secretary of such change, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Change of name, etc.

"13. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Sinking-fund.

Copie des
actes de
fiducie.

La corporation doit garder à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé peut, sans frais, consulter cette copie et en prendre des extraits.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom without cost.

Copies of
trust
deeds.

Visiteur.

"14. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain de Québec, ou toute personne désignée par lui comme visiteur.

"14. The visitor of the corporation shall be the clergyman acting as Roman Catholic Bishop of Quebec or any person appointed by him as visitor.

Visitor.

Pouvoirs
du visi-
teur.

"15. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement desdites œuvres ou entreprises, et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire à de telles fins.

"15. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works or undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Visitor's
powers.

Registres.

"16. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

"16. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

Registers.

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;
- d) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 10;
- e) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles, en indiquant pour chacune le montant du capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian-names, nationality, address and occupation of every member and of every visitor of the corporation indicating, as regards each, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;
- d. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 10;
- e. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau et certifiés par le secrétaire de la corporation.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal and certified by the secretary of the corporation.

Proof.

Extrait
certifié.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

Extracts.

Force probante du certificat.

"17. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec constitue à toutes fins la preuve qu'une personne occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

"17. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec shall constitute proof for all purposes that a person holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation. Proof of office.

Dissolution.

"18. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation autorisée par son visiteur, peut déclarer cette corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec*. Advenant pareille dissolution, les biens de la corporation, après le paiement de ses obligations, sont dévolus à la corporation des Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, constituée par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 171.

"18. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by its visitor, may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation of the Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec, constituted by the act 9-10 Elizabeth II, chapter 171. Dissolution.

Déclaration.

"19. La corporation doit produire au greffe du district de la Cour supérieure où se trouve son siège social une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

"19. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section. Declaration.

Signature.

"20. La signature des chèques et des autres effets de commerce par la supérieure ou par l'économe, dûment autorisée par les règlements de la corporation, liera ladite corporation.

"20. Cheques and other negotiable instruments signed by the superior or by the bursar, duly authorized by the by-laws of the corporation, shall bind the corporation. Cheques, etc.

Idem.

La signature des obligations (debentures) par la supérieure et l'économe, dûment autorisées par un règlement de la corporation, liera également la corporation.

Bonds (debentures) signed by the superior and by the bursar, duly authorized by a by-law of the corporation, shall also bind the corporation. Bonds.

Idem.

Pour lier ladite corporation, les contrats doivent être signés par la supérieure et tous les autres membres du conseil, sous la réserve du pouvoir, accordé par l'article 9 ci-dessus, qu'aura la corporation de donner à certains membres dudit conseil une procuration à cette fin."

In order to bind the said corporation, contracts must be signed by the superior and all the other members of the council, subject to the power, granted by section 9 of this act, which the corporation shall have to give to certain members of the said council a power of attorney for such purpose." Contracts.

1892, c. 94, a. 9, ab.

9. L'article 9 de ladite loi est abrogé.

9. Section 9 of the said act is repealed.

1892, c. 94, s. 9, repealed.

Entrée en vigueur.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.